

REVUE DE PRESSE

DECLARATION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

JUIN 2011



L'UE au défi du printemps arabe : une vision pour nos voisins

Contact Presse : Stéphanie Baz, sbaz@notre-europe.eu, 00 33 1 44 58 97 84

SOMMAIRE

Déclaration du CA de Notre Europe – Juin 2011.....p. 3

Liste des membres du CA de Notre Europe –Juin 2011.....p.5

Presse écrite :

- Le Temps.....p.7

- European Voice.....p.9

- Le Figaro.....p.11

- El Mundo.....p.12

- New Zealand Herald
Tribune.....p.14

Presse en ligne :

- 123 News Europe.....p.17

- Almendron.....p.17

- Association « La vie nouvelle ».....p.18

- EU-Logos Athena.....p.18

- Regards Citoyens.....p.22

- Actualité politique.....p.23

L'UE au défi du printemps arabe : une vision pour nos voisins

Les révoltes en cours dans les pays arabes ont surpris et parfois déstabilisé les dirigeants européens. Au même titre que les récents soubresauts survenus à l'Est de l'Europe, elles ont conduit l'Union européenne à s'interroger sur la stratégie à adopter vis-à-vis de ses voisins, sans qu'il soit clairement perceptible à ce stade qu'elle soit parvenue à se hisser à la hauteur des événements.

Une opportunité historique pour l'UE

Se hisser à la hauteur des événements survenus dans le monde arabe, c'est tout d'abord les qualifier comme il se doit, c'est-à-dire comme une opportunité historique pour l'UE : celle de sortir du dilemme stérile entre dictatures et islamisme, et par suite, de la « préférence pour la sécurité » qui a longtemps pesé sur ses relations avec les pays des rives Sud et Est de la Méditerranée. Cette vision sécuritaire a récemment conduit à insister de manière disproportionnée sur les conséquences négatives potentielles des « révolutions » en cours, en termes de vagues migratoires ou d'éventuels risques terroristes.

Si « risques » il y a, ils ne peuvent occulter la démonstration d'attachement aux valeurs d'ouverture, de démocratie et de liberté apportée par les Tunisiens, les Egyptiens et tant d'autres peuples du pourtour méditerranéen, qu'il convient d'encourager avec toute l'énergie nécessaire. C'est sur ces aspirations là que l'UE et ses Etats membres doivent construire une relation nouvelle avec les Etats dont les peuples aspirent au changement, en affichant son soutien moral et matériel et en combinant projets de court terme et vision stratégique.

Deux urgences : le soutien aux économies et aux sociétés civiles

C'est en évitant que la situation économique ne se dégrade plus encore dans les pays en mouvement que les avancées politiques pourront être consolidées et prolongées. Un plan d'aide européen massif s'impose, qui doit reposer sur la mobilisation et la mise en cohérence de l'ensemble des outils européens et nationaux disponibles : aide humanitaire et aide au développement, prêts de la BEI, de la BERD et des agences nationales, projets d'investissement dans les secteurs vitaux tels que le tourisme et l'énergie, ouverture commerciale réciproque y compris dans le domaine de l'agriculture... Cela implique également pour l'UE de bien se coordonner avec les grandes Institutions internationales comme la Banque mondiale, avec les Etats-Unis, la Turquie, ou encore les pays du Golfe, qui sont aussi actifs dans la région. Comme au moment du « plan Marshall », l'ensemble de ces soutiens doit favoriser le rapprochement des pays bénéficiaires et l'intégration régionale. Leur mise en œuvre doit naturellement faire l'objet de négociations précises avec les pays bénéficiaires et être proportionnée à leur degré de modernisation politique : attention cependant à ne pas imposer une conditionnalité trop stricte, qui retarderait ou diminuerait le soutien urgent dont ces pays ont besoin.

C'est aussi parce que des signaux d'ouverture seront adressés aux sociétés civiles et forces démocratiques qu'elles se sentiront confortées dans leurs choix. Les dirigeants de l'UE se fourvoient en polémique sur l'accueil de quelques dizaines de milliers de migrants, à l'heure où la Tunisie s'efforce d'accorder l'hospitalité à plus de 100 000 personnes ayant fui la Libye. Il est certain qu'il faut

gérer les flux avec les pays de départ et s'efforcer de contrôler l'immigration clandestine en signant avec eux des accords de réadmission ; mais il est tout aussi essentiel de leur adresser un autre message, en facilitant la délivrance de visas pour les étudiants et les enseignants, ou à entrées multiples pour les professionnels. Sur le moyen terme, il importe d'aborder sereinement, au niveau multilatéral, l'enjeu des migrations entre des pays européens vieillissants, pour qui le recours à la main d'œuvre étrangère est une solution davantage qu'un problème, et des pays voisins beaucoup plus jeunes, dont l'essentiel des ressources humaines a vocation à être employées dans un cadre interne, mais dont une partie aspire à rejoindre les pays de l'UE.

Un défi majeur pour la « politique européenne de voisinage »

Si la politique d'élargissement, amplifiée après la chute du mur de Berlin, a contribué à donner un contenu concret à l'introuvable « politique extérieure de l'UE », le printemps arabe doit aujourd'hui conduire à renforcer l'un des autres « piliers » de cette politique extérieure, c'est-à-dire la « politique de voisinage ». Cette dernière, mise sur les rails il y a quelques années, et dont la Commission européenne et la Haute représentante de l'Union Catherine Ashton viennent de proposer une refonte bienvenue, doit permettre à l'UE d'adapter sa vision stratégique aux nouveaux enjeux. Il est de l'intérêt vital de l'UE de fonder ses relations avec ses voisins méridionaux et orientaux sur un socle commun d'interdépendances et de valeurs partagées, et de constituer ainsi un véritable pôle d'influence au niveau international. Cette stratégie requiert aussi une implication forte pour le règlement des conflits qui menacent la sécurité et la stabilité de régions toutes entières, comme c'est le cas en Libye. Dans ce pays, l'UE doit avant tout s'efforcer d'accélérer le départ des dirigeants en place et d'œuvrer à la reconstruction de l'Etat, en y associant l'ensemble des forces politiques et tribales.

Dans le contexte de crise actuel, il serait particulièrement absurde de relancer des débats mortifères sur une éventuelle compétition Sud/Est. En effet, à l'Est, les peuples manifestent également leur soif de réforme, en Ukraine, en Géorgie ou en Biélorussie notamment. L'UE et ses Etats membres se doivent de développer la prospérité et l'Etat de droit dans l'ensemble de leur voisinage. L'UE peut mieux faire en mobilisant davantage de ressources que celles annoncées sur le très court terme, mais aussi au moment de la renégociation du cadre financier qui va s'ouvrir.

De la même manière, en mettant notamment l'accent sur le concept de « différenciation », l'UE doit octroyer des avantages supplémentaires aux pays s'engageant à s'attaquer à leurs maux récurrents (népotisme, corruption, captation des rentes etc.), être intransigente avec ceux qui bafouent les droits fondamentaux, tout en s'efforçant de soutenir l'ensemble des sociétés civiles. Les pays pouvant bénéficier d'un « statut avancé », comme la Tunisie ou l'Egypte, sont amenés à jouer un rôle moteur dans le rapprochement de l'UE et de son voisinage : leur réussite fera figure de test pour l'ensemble des autres pays, mais également pour l'UE et ses responsables.

Jacques Delors, Antonio Vitorino et le Conseil d'administration de Notre Europe

<http://www.notre-europe.eu>

Juin 2011

Liste des membres du Conseil d'Administration de Notre Europe (Juin 2011)

-Erik Belfrage	-Eneko Landaburu
-Yves Bertoncini	-Pierre Lepetit
-Joachim Bitterlich	-Yves Meny
-Jean-Louis Bourlanges	-Jean Nestor
-Jerzy Buzek	-Riccardo Perissich
-Laurent Cohen-Tanugi	-Jean-Pisani Ferry
-Sophie-Caroline de Margerie	-Julian Priestley
-Philippe De Schoutheete	-Gaëtane Ricard-Nihoul
-Jacques Delors	-Maria João Rodrigues
-Jonathan Faull	-Christian Stoffaës
-Nicole Gnesotto	-Christine Verger
-Elisabeth Guigou	-Antonio Vitorino

PRESSE ECRITE

L'UE au défi du Printemps arabe

Par Jacques Delors, Antonio Vitorino et al.

L'Union européenne a mieux à faire qu'à se barricader dans une vision sécuritaire exagérant les effets négatifs des révolutions en cours, en termes de migration ou de risques terroristes. Elle a besoin d'une stratégie visant à renforcer les forces démocratiques des sociétés arabes. Elle a beaucoup à gagner à clarifier sa relation avec les Etats qui viennent de se libérer de dictatures. Plaidoyer de Jacques Delors et Antonio Vitorino, au nom de «Notre Europe»

Les révoltes en cours dans les pays arabes ont surpris et parfois déstabilisé les dirigeants européens. Au même titre que les récents soubresauts survenus à l'est de l'Europe, elles ont conduit l'Union européenne à s'interroger sur la stratégie à adopter vis-à-vis de ses voisins, sans qu'il soit clairement perceptible à ce stade qu'elle soit parvenue à se hisser à la hauteur des événements. Se hisser à la hauteur des événements survenus dans le monde arabe, c'est tout d'abord les qualifier comme il se doit, c'est-à-dire comme une opportunité historique pour l'UE: celle de sortir du dilemme stérile entre dictatures et islamisme, et par la suite, de la «préférence pour la sécurité» qui a longtemps pesé sur ses relations avec les pays des rives Sud et Est de la Méditerranée. Cette vision sécuritaire a récemment conduit à insister de manière disproportionnée sur les conséquences négatives potentielles des «révolutions» en cours, en termes de vagues migratoires ou d'éventuels risques terroristes.

Si «risques» il y a, ils ne peuvent occulter la démonstration d'attachement aux valeurs d'ouverture, de démocratie et de liberté apportée par les Tunisiens, les Egyptiens et tant d'autres peuples du pourtour méditerranéen, qu'il convient d'encourager avec toute l'énergie nécessaire. C'est sur ces aspirations-là que l'UE et ses Etats membres doivent construire une relation nouvelle avec les Etats dont les peuples aspirent au changement, en affichant son soutien moral et matériel et en combinant projets de court terme et vision stratégique.

Deux urgences: le soutien aux économies et aux sociétés civiles.

C'est en évitant que la situation économique ne se dégrade plus encore dans les pays en mouvement que les avancées politiques pourront être consolidées et prolongées. Un plan d'aide européen massif s'impose, qui doit reposer sur la mobilisation et la mise en cohérence de l'ensemble des outils européens et nationaux disponibles: aide humanitaire et aide au développement, prêts de la BEI, de la BERD et des agences nationales, projets d'investissement dans les secteurs vitaux tels que le tourisme et l'énergie, ouverture commerciale réciproque y compris dans le domaine de l'agriculture... Cela implique également pour l'UE de bien se coordonner avec les grandes institutions internationales comme la Banque mondiale, avec les Etats-Unis, la Turquie, ou encore les pays du Golfe, qui sont aussi actifs dans la région. Comme au moment du «plan Marshall», l'ensemble de ces soutiens doit favoriser le rapprochement des pays bénéficiaires et l'intégration régionale. Leur mise en œuvre doit naturellement faire l'objet de négociations précises avec les pays bénéficiaires et être proportionnée à leur degré de

modernisation politique: attention cependant à ne pas imposer une conditionnalité trop stricte, qui retarderait ou diminuerait le soutien urgent dont ces pays ont besoin.

C'est aussi parce que des signaux d'ouverture seront adressés aux sociétés civiles et forces démocratiques qu'elles se sentiront confortées dans leurs choix. Les dirigeants de l'UE se fourvoient en polémique sur l'accueil de quelques dizaines de milliers de migrants, à l'heure où la Tunisie s'efforce d'accorder l'hospitalité à plus de 100 000 personnes ayant fui la Libye. Il est certain qu'il faut gérer les flux avec les pays de départ et s'efforcer de contrôler l'immigration clandestine en signant avec eux des accords de réadmission; mais il est tout aussi essentiel de leur adresser un autre message, en facilitant la délivrance de visas pour les étudiants et les enseignants, ou à entrées multiples pour les professionnels. Sur le moyen terme, il importe d'aborder sereinement, au niveau multilatéral, l'enjeu des migrations entre des pays européens vieillissants, pour qui le recours à la main-d'œuvre étrangère est une solution davantage qu'un problème, et des pays voisins beaucoup plus jeunes, dont l'essentiel des ressources humaines a vocation à être employé dans un cadre interne, mais dont une partie aspire à rejoindre les pays de l'UE.

Si la politique d'élargissement, amplifiée après la chute du mur de Berlin, a contribué à donner un contenu concret à l'introuvable «politique extérieure de l'UE», le Printemps arabe doit aujourd'hui conduire à renforcer l'un des autres «piliers» de cette politique extérieure, c'est-à-dire la «politique de voisinage». Cette dernière, mise sur les rails il y a quelques années, et dont la Commission européenne et la haute représentante de l'Union Catherine Ashton viennent de proposer une refonte bienvenue, doit permettre à l'UE d'adapter sa vision stratégique aux nouveaux enjeux. Il est de l'intérêt vital de l'UE de fonder ses relations avec ses voisins méridionaux et orientaux sur un socle commun d'interdépendances et de valeurs partagées, et de constituer ainsi un véritable pôle d'influence au niveau international. Cette stratégie requiert aussi une implication forte pour le règlement des conflits qui menacent la sécurité et la stabilité de régions toutes entières, comme c'est le cas en Libye. Dans ce pays, l'UE doit avant tout s'efforcer d'accélérer le départ des dirigeants en place et d'œuvrer à la reconstruction de l'Etat, en y associant l'ensemble des forces politiques et tribales.

Dans le contexte de crise actuel, il serait particulièrement absurde de relancer des débats mortifères sur une éventuelle compétition Sud/Est. En effet, à l'Est, les peuples manifestent également leur soif de réforme, en Ukraine, en Géorgie ou en Biélorussie notamment. L'UE et ses Etats membres se doivent de développer la prospérité et l'Etat de droit dans l'ensemble de leur voisinage. L'UE peut mieux faire en mobilisant davantage de ressources que celles annoncées sur le très court terme, mais aussi au moment de la renégociation du cadre financier qui va s'ouvrir.

De la même manière, en mettant notamment l'accent sur le concept de «différenciation», l'UE doit octroyer des avantages supplémentaires aux pays s'engageant à s'attaquer à leurs maux récurrents (népotisme, corruption, captation des rentes, etc.), être intransigente avec ceux qui bafouent les droits fondamentaux, tout en s'efforçant de soutenir l'ensemble des sociétés civiles. Les pays pouvant bénéficier d'un «statut avancé», comme la Tunisie ou l'Egypte, sont amenés à jouer un rôle moteur dans le rapprochement de l'UE et de son voisinage: leur réussite fera figure de test pour l'ensemble des autres pays, mais également pour l'UE.

Home > Policies > Foreign affairs > Neighbourhood

A vision for our Arab neighbours

By Jacques Delors and António Vitorino

09.06.2011 / 14:27 CET

How the EU can be the equal of events in the Arab world.

The ongoing uprisings in the Arab world have surprised and unnerved Europe's leaders. Like recent events in eastern Europe, in countries such as Georgia and Belarus, they have spurred the European Union to examine possible strategies to adopt vis-à-vis its neighbours. So far, though, it is not clear that the EU has managed to raise its game so as to be equal to the events in progress.

Being equal to the events in the Arab world is, firstly, a matter of seeing them for what they are – a historic opportunity to leave behind the sterile trade-off between dictatorship and Islamism, and thus also the 'security preference' that long weighed down upon relations with countries in the southern and eastern Mediterranean. This security mindset has recently led to a disproportionate insistence on the possible negative consequences of the ongoing 'revolutions', in terms of migration or terrorism.

If there are risks, these cannot obscure the attachment to democracy, openness and freedom shown by Tunisians, Egyptians and others around the Mediterranean, and this should be enthusiastically encouraged. The EU and its member states must build a new relationship with countries whose people desire change, one based on those people's aspirations: Europeans must provide moral and material support, combining short-term and strategic projects.

Support for economies and civil societies

If countries undergoing change can avoid further economic deterioration, then political progress can be consolidated and extended. A massive European aid programme is needed, one which must make use of all the available European and national tools – humanitarian and development aid; loans from the European Investment Bank, the European Bank for Reconstruction and Development and national agencies; investment projects in vital sectors such as tourism and energy; and reciprocal trade liberalisation, including in agriculture.

The EU interventions must be fully co-ordinated with these of international institutions, the US, Turkey and the Gulf countries, which are also very active in the region. As with the Marshall Plan after the Second World War, the aid package must encourage co-operation between beneficiary countries, and regional integration. Implementation must naturally be subject to detailed negotiation with beneficiary countries, and proportional to their political modernisation – but care must be taken to avoid imposing excessively strict conditions that might delay or reduce the support these countries urgently need.

Signals of openness addressed to civil societies and democratic forces are also needed so as to strengthen the choices these forces make. EU leaders are wrong to create polemics over immigrants numbering a few tens of thousands when Tunisia is struggling to accommodate over 100,000 Libyan refugees.

It is, of course, necessary to manage inflows of migrants with the departure countries and to try and control illegal immigration by signing re-admission agreements with these countries; but it is just as essential to address another message to them – by speeding up the delivery of visas for

students and teachers, and of multiple-entry visas for professionals. In the medium term, it is necessary calmly to tackle the debate over migration, in a multilateral framework, between ageing European countries (for whom foreign labour is a solution more than a problem) and much younger neighbouring countries (where the majority of people will be employed domestically, but where some aspire to work in the EU).

A challenge for the European neighbourhood policy

The enlargement policy, amplified by the end of the Cold War, helped give substance to the nebulous 'EU external policy': today the Arab Spring must lead to the strengthening of another 'pillar' of external action – the neighbourhood policy. This policy – launched several years ago and now the object of a welcome renovation proposed by the European Commission and Catherine Ashton, the high representative for foreign affairs and security policy – must allow the EU to adapt its strategic vision to new circumstances.

Concerning its southern and eastern neighbours, the EU has a vital interest in a relationship based on interdependence and shared values, one that might create a genuine pole of influence at the international level. This strategy also means a determined effort to resolve conflicts that threaten the security and stability of whole regions, as in Libya – where the EU must concentrate on hastening the departure of the current leadership and on rebuilding the state with involvement by all its political and tribal forces.

In the current crisis context, it would be particularly absurd to re-launch a debate on possible south/east competition. In the east of Europe, people are also demonstrating their thirst for reform – in Ukraine, Georgia, Belarus and elsewhere. The EU and its members owe it to themselves to build prosperity and the rule of law in all neighbouring states. The EU could do better by mobilising more resources than those announced in the immediate short term, and also during the upcoming negotiations over the financial framework.

Similarly, in emphasising the idea of 'differentiation', the EU must grant extra advantages to those countries that commit themselves to tackling their persistent problems (nepotism, corruption, rent-seeking etc.) and be intransigent with those that neglect basic rights – all while trying to support civil societies. Countries that might benefit from an 'advanced status', such as Tunisia and Egypt, can spearhead the rapprochement between the EU and its neighbourhood: their success is essential and will be seen as a test for other countries, but also for the EU.

Jacques Delors was president of the European Commission from 1985 to 1995 and is the founding president of Notre Europe. António Vitorino is the president of Notre Europe and a former European commissioner for justice and home affairs. This article was co-authored with Notre Europe's board of directors.

© 2011 European Voice. All rights reserved.

L'Europe au défi du « printemps arabe »

acques Delors et
Antonio Vitorino *

l'ancien président
de la Commission
européenne et
le président du conseil
de l'administration
du think-tank
notre Europe appellent
les États membres
à soutenir moralement
et matériellement nos
pays voisins qui aspirent
au changement.

es révoltes en cours
dans les pays arabes
ont conduit les dirigeants
de l'Union européenne (UE)
à s'interroger sur la stratégie
à adopter vis-à-vis des pays
« voisins », sans être tout à fait parvenus
à se hisser à la hauteur des événements.

« Se hisser à la hauteur
des événements », c'est d'abord les quali-
fier d'opportunité historique pour l'UE :
celle de sortir du dilemme stérile entre
dictatures et islamisme et de la « préféren-
ce pour la sécurité » qui structure
ses relations avec les pays méditerranéens.
Cette vision sécuritaire a conduit à insister
de manière excessive sur les conséquences
néglatives des « révolutions » en cours,
en termes de vagues migratoires
ou d'éventuels risques terroristes.

Si « risques » il y a, ils ne peuvent
occulter la démonstration
d'attachement aux valeurs
d'ouverture, de démocratie
et de liberté apportée par
les peuples du pourtour
méditerranéen, qu'il faut
encourager avec
énergie. C'est sur
ces aspirations que
l'UE et ses États
membres doivent
construire une
relation nouvelle
avec les États dont
les peuples aspirent
au changement,
en affichant soutien
moral et matériel

et en combinant projets de court terme
et vision stratégique.

C'est en évitant que la situation
économique ne se dégrade plus encore
dans les pays en mouvement que les
avancées politiques pourront y être
consolidées. Un plan d'aide européen
massif s'impose, fondé sur la mise en
cohérence de l'ensemble des outils euro-
péens et nationaux disponibles – en liaison
avec les États-Unis, la Turquie et les pays
du Golfe : aide extérieure, prêts
de la Banque européenne d'investissement
(BEI) et de la Banque européenne pour
la reconstruction et le développement
(BERD), projets d'investissement dans le
tourisme et l'énergie, ouverture commer-
ciale réciproque y compris en matière
agricole... Comme au moment du « plan
Marshall », l'ensemble de ces soutiens doit
favoriser le rapprochement des pays béné-
ficiaires et l'intégration régionale. Leur
mise en œuvre doit être proportionnée
au degré de modernisation des pays béné-
ficiaires : attention cependant à ne pas
imposer une conditionnalité trop stricte,
qui retarderait ou diminuerait le soutien
urgent dont ces pays ont besoin.

C'est aussi parce que des signaux
d'ouverture seront adressés
aux sociétés civiles qu'elles se sentiront
confortées dans leurs choix. Les dirigeants
de l'UE se trouveront en polémiquant sur
l'accueil de quelques dizaines de milliers
de migrants, à l'heure où la Tunisie accorde
l'hospitalité à plus de 100 000 personnes
ayant fui la Libye. Il est nécessaire de gérer
les flux avec les pays de départ et s'efforcer

de contrôler l'immigration clandestine
en signant avec eux des accords de réad-
mission : mais il est aussi essentiel de faci-
liter la délivrance de visas pour les étudiants,
les enseignants et les professionnels.

Sur le moyen terme, il importe d'aborder
au niveau multilatéral l'enjeu des migrations
entre une Europe vieillissante, pour qui
le recours à la main-d'œuvre étrangère
est plus une solution qu'un problème,
et des pays voisins beaucoup plus jeunes,
dont une partie des ressources humaines
aspire à nous rejoindre.

Après la « chute du Mur », la politique
d'élargissement a contribué à donner un
contenu concret à l'introuvable « politique
extérieure de l'UE ». Le « printemps
arabe » doit aujourd'hui conduire
à renforcer sa « politique de voisinage »,

il s'agit ainsi d'accélérer le départ
des dirigeants en place et d'œuvrer
à la reconstruction de l'État.

Dans le contexte de crise actuel, il serait
particulièrement absurde de relancer
des débats moribonds sur une éventuelle
compétition entre Sud et Est, d'autant que
les peuples manifestent aussi pour des
réformes en Ukraine, en Géorgie et en
Biélorussie. L'UE doit développer la pros-
périté et l'État de droit dans l'ensemble de
son voisinage. En mobilisant plus de res-
sources que celles annoncées à très court
terme, mais aussi au moment de la renégocia-
tion à venir de son « cadre financier ».

En optant pour la « différenciation »,
l'UE doit enfin octroyer des avantages
supplémentaires aux pays s'attaquant

Sur le moyen terme, il importe d'aborder au niveau
multilatéral l'enjeu des migrations entre une Europe
vieillesante et des pays voisins beaucoup plus jeunes

dont la Commission européenne
et Catherine Ashton viennent
de proposer une refonte bienvenue.

L'UE doit fonder ses relations avec
ses voisins méridionaux et orientaux
sur un socle commun d'interdépendances
et de valeurs partagées, pour constituer
un véritable pôle d'influence
au niveau international. Cela suppose
une implication forte pour le règlement
des conflits qui menacent la sécurité
et la stabilité de la région : en Libye,

à leurs maux récurrents (népotisme,
corruption, captation des ventes), être
intransigeante avec ceux qui balancent
les droits fondamentaux, et s'efforcer
de soutenir l'ensemble des sociétés civiles.
À cet égard, la réussite de pays comme
la Tunisie ou l'Égypte est essentielle :
elle fera figure de test pour les autres pays,
mais également pour l'UE et ses dirigeants.
Tribune consignée avec l'ensemble du conseil
d'administration de Notre Europe
<http://www.notre-europe.eu>



La UE ante el desafío de la primavera árabe, de Jacques Delors y Antonio Vitorino en El Mundo

TRIBUNA: RELACIONES COMUNITARIAS (06.07.2011)

Las revueltas que se están desarrollando en los países árabes han sorprendido y, a veces, desestabilizado a los líderes europeos. Al igual que los recientes sobresaltos en el Este de Europa, las citadas rebeliones obligaron a la Unión Europea a interrogarse sobre la estrategia a seguir en relación con sus vecinos, sin que se perciba claramente, al menos hasta ahora, que haya sido capaz de colocarse a la altura de los acontecimientos.

Situarse a la altura de los acontecimientos que se están produciendo en el mundo árabe implica, ante todo, considerarlos como se merecen. Es decir, como una oportunidad histórica para la UE. Es la ocasión de salir del estéril dilema entre dictaduras e islamismo y, por consiguiente, romper con la *opción por la seguridad* que durante tanto tiempo ha dirigido las relaciones comunitarias con los países de la orilla sur y este del Mediterráneo. Esta opción por la seguridad condujo, incluso recientemente, a insistir, de una forma desproporcionada, sobre las potenciales consecuencias negativas de las *revoluciones* en marcha, sobre todo poniendo el foco en las eventuales oleadas migratorias o en los riesgos terroristas.

Pero si bien existen, lo que está claro es que los *riesgos* no pueden ocultar la demostración de afecto hacia los valores de la apertura, de la democracia y de la libertad que están dando los tunecinos, los egipcios y tantos otros pueblos de la cuenca mediterránea. Una demostración que conviene apoyar con toda la fuerza necesaria. Porque sobre esas aspiraciones la UE y sus estados miembros tienen que construir una nueva relación con las naciones cuyos pueblos aspiran a un cambio, mostrándoles su apoyo moral y material, combinando proyectos a corto plazo con otros estratégicos.

Los cambios políticos podrán consolidarse, si se evita que la situación económica se deteriore todavía más en los países que se han puesto en marcha. Es necesario activar un plan de apoyo masivo, que tiene que reposar sobre la movilización y la armonización del conjunto de instrumentos europeos y nacionales disponibles: ayuda humanitaria y ayuda al desarrollo, préstamos del BEI, ayudas al turismo y a la energía, apertura comercial recíproca incluida la del sector agrícola...

Eso implica que la UE se coordine a fondo con las grandes instituciones internacionales como el Banco Mundial, con EEUU, con Turquía o con los países del Golfo, que también son actores en la región. Al igual que en el época del Plan Marshall, el conjunto de estas ayudas debe favorecer el acercamiento a los países beneficiarios de ellas, así como su integración regional. Evidentemente, la puesta en marcha de este plan tendrá que ser objeto de precisas negociaciones con los países beneficiarios y adecuarse a su grado de modernización política. Eso sí, prestando

atención especial a no imponer unas condiciones demasiado estrictas, que podrían retrasar o hacer disminuir el urgente apoyo que estos países necesitan.

De esta forma, estaremos mandando también signos de apertura a las sociedades civiles, que confortarán en sus opciones a las fuerzas democráticas. Los líderes de la UE se pelean y polemizan sobre la acogida de unas cuantas decenas de miles de inmigrantes, en el momento en que Túnez se está esforzando por conceder hospitalidad a más de 100.000 personas que huyen de Libia. Está claro que hay que gestionar los flujos migratorios con los países de origen y esforzarse por controlar la inmigración clandestina, firmando con dichas naciones acuerdos de readmisión. Pero, al mismo tiempo, también es esencial dirigirles otro mensaje, facilitando los visados a estudiantes y profesores o a otros profesionales.

A medio plazo, hay que abordar seriamente, y de forma multilateral, el tema de las migraciones entre unos países europeos envejecidos, para los que el recurso a la mano de obra extranjera es una solución más que un problema, y unos países vecinos con una población mucho más joven y con unos recursos humanos cuya vocación esencial es encontrar empleo en sus respectivos países, pero una parte de los cuales aspira a trabajar en la UE.

Si la política de ampliación, puesta en marcha tras la caída del muro de Berlín contribuyó a proporcionar un contenido concreto a la inexistente *política exterior de la UE*, la primavera árabe debe conducirnos hoy a reforzar otro de los *pilares* de esta política exterior, es decir, la *política de buena vecindad*. Una política puesta en marcha hace algunos años y cuya refundación acaban de proponer la Comisión Europea y la Alta Representante de la Unión, Catherine Ashton. Tal refundación debe permitir a la UE adaptar su visión estratégica a la nueva situación.

Para la UE, es vital cimentar las relaciones con sus vecinos meridionales y orientales sobre la base común de la interdependencia y de los valores compartidos, para poder constituir, de esta forma, un auténtico polo de influencia en el ámbito internacional. Esta estrategia requiere también una profunda implicación en la solución de los conflictos que amenazan la seguridad y la estabilidad de regiones enteras, como el de Libia. En este país, la UE tiene que esforzarse ante todo por acelerar la salida de los actuales dirigentes y ayudar en la reconstrucción del Estado, asociándose al conjunto de las fuerzas políticas y tribales.

En el actual contexto de crisis, sería especialmente absurdo relanzar el mortal debate sobre una eventual competición sur/este. En efecto, en el este los pueblos también manifiestan su sed de reformas, sobre todo en Ucrania, en Georgia y en Bielorrusia. La UE y sus países miembros deben ayudar a desarrollar el Estado de Derecho en el conjunto de los países vecinos. Y para conseguirlo, deberían movilizar más recursos que los anunciados a corto plazo, pero también durante la renegociación del marco financiero que se va a volver a activar.

Por otra parte, poniendo el acento en el concepto de *diferenciación*, la UE debe conceder ventajas suplementarias a los países comprometidos en erradicar sus males recurrentes (nepotismo, corrupción, etc.), debe ser intransigente con los que pisotean los derechos fundamentales, al tiempo que debería esforzarse en apoyar al conjunto de las sociedades civiles. Los países que pueden beneficiarse de un estatus especial, como Túnez o Egipto, están llamados a jugar un papel

de motor en el acercamiento de la UE a sus vecinos. El éxito de esta iniciativa servirá de ejemplo a los demás países de la zona, pero también a la UE.

Jacques Delors fue presidente de la Comisión Europea y fundador de Notre Europe, el *think tank* que **Antonio Vitorino** dirige en la actualidad.

nzherald.co.nz **New Zealand Herald Tribune**

EU hopes for Arab Spring fading

By [Catherine Field](#)

5:30 AM Monday Jun 13, 2011

PARIS - Europe is watching with concern as the Arab spring turns to summer and the fast-track exit of dictators of a few months ago is replaced by mess, bloodshed and uncertainty.

In Libya, Syria and Yemen, brutal regimes are fighting for their lives, and in doing so are reviving ancient tribal tensions.

Bahrain has crushed its pro-democracy opposition. Tunisia and Egypt, still fragile, have yet to stage elections that will consolidate their revolutions and are mired in economic problems.

Few in Europe are tempted to draw a parallel between 2011 and 1989, when eastern European tyrants were toppled one after another and democracies sprang up like flowers.

Many still clamour for action, saying this is a golden chance to help North Africa and the Middle East - for decades an area of poverty and oppression - become a zone of stability and prosperity.

But this view is now coloured by awareness of the scale of the task as the death toll mounts and waves of migrants wash up on European shores.

Willpower is also sapped by the European Union's own problems, ranging from the Greek debt crisis, which threatens the euro, to the EU's dysfunction.

Three competing EU offices - the European Council, the Commission and foreign affairs representatives - claim to speak for 27 nations and 500 million people.

It has been left to the old powers, Britain and France, using their clout in the United Nations Security Council to lead the diplomatic charge for a toughly-worded resolution to condemn Syria's bloody crackdown.

Militarily, too, Europe is in a bad way. France and Britain have led the war on Libya, but the cost of the conflict, nearly four months old, is creeping more and more into national headlines, and commentators are asking searchingly whether there is an exit strategy.

Of the 26 European members of Nato, only six are taking part in air strikes and one of these, Norway, has said it will quit on August 1. Stocks of smart bombs and air-to-ground missiles are so meagre that air forces have had to beg supplies off the Americans.

Departing Defence Secretary Robert Gates blasted Europe last week for what he called a flabby commitment on Libya and its ever-smaller defence budgets.

"Future US political leaders - those for whom the Cold War was not the formative experience that it was for me - may not consider the return on America's investment in Nato worth the cost," he warned in Brussels.

Europe is not alone in feeling powerless. Turkey, as a solid Muslim democracy, Nato member and EU hopeful, has failed to deliver on hopes that it could sway matters in Libya and neighbouring Syria.

Unable to influence events as they unfold, Europe's best role will be to provide funding, skills and trade for new regimes that emerge from the smoke and rubble, say some.

"The ongoing uprisings in the Arab world have surprised and unnerved Europe's leaders," former European Commission chief, Jacques Delors, one of the architects of EU integration, said last week in a co-authored commentary published by European Voice, an influential Brussels newsletter.

Delors said European nations had to muster many billions of dollars and weave them together in a coherent aid strategy akin to the Marshall Plan that revived Western Europe after World War II.

"A massive European aid programme is needed, one which must make use of all the available European and national tools."

Michael Emerson, of the Centre for European Policy Studies think-tank, said 3 billion (\$5.24 billion) had been swiftly earmarked from EU funds and "this could make a difference" if further donations pledged nationally and multilaterally at last month's G8 summit come good.

But, he said, Europe's policy on trade and labour mobility towards its southern neighbours was in a disastrous state. Reform was needed to fix "glaring contradictions" that wall out poor countries desperate to sell to the world's biggest commercial bloc.

PRESSE EN LIGNE



123 NEWS » EUROPE (13.06.2011)

Site d'information et d'actualité en continue.

Actualité : L'Europe au défi du printemps arabe

Extrait : TRIBUNE - L'ancien président de la Commission européenne, Jacques Delors, et le président du conseil d'administration du think-tank Notre Europe, António Vitorino, appellent les États membres à soutenir moralement et matériellement nos pays voisins qui ...



Blog espagnol d'actualité culturelle et politique.

L'UE au défi du Printemps arabe

Par **Jacques Delors Antonio Vitorino et al.** (LE TEMPS, 08/06/11):

Les révoltes en cours dans les pays arabes ont surpris et parfois déstabilisé les dirigeants européens. Au même titre que les récents soubresauts survenus à l'est de l'Europe, elles ont conduit l'Union européenne à s'interroger sur la stratégie à adopter vis-à-vis de ses voisins, sans qu'il soit clairement perceptible à ce stade qu'elle soit parvenue à se hisser à la hauteur des événements.

Se hisser à la hauteur des événements survenus dans le monde arabe, c'est tout d'abord les qualifier comme il se doit, c'est-à-dire comme une opportunité historique pour...

[Seguir leyendo](#)



La Vie Nouvelle



pour une alternative personnaliste et citoyenne

Association La Vie Nouvelle

<http://www.lvn.asso.fr/>

L'UE au défi du printemps arabe : une vision pour nos voisins

Jacques Delors, Antonio Vitorino et le Conseil d'administration de Notre Europe ont publié une tribune sur les révoltes dans les pays arabes.

Vous pouvez la lire en entier sur [le site de Notre Europe](#)



EU-LOGOS
ATHENA

EU-Logos Athena

Site internet d'information, de réflexion et de communication sur l'Union européenne créé par des citoyens engagés et spécialisé sur les questions institutionnelles, sur l'espace de liberté de sécurité, et de justice et sur l'Europe dans le monde.

Le printemps arabe et ses conséquences ou comment aider les démocraties en puissance. Réflexions du Parlement européen qui donne son appui à la stratégie du Conseil européen et de la Commission.

Publié par info@eu-logos.org le 15/06/2011

L'UE doit opérer un véritable changement dans les fondements de sa politique extérieure de soutien aux démocraties en puissance, si elle veut être crédible et cohérente, indépendamment des éléments de sécurité et de stabilité (comme l'a montré le soutien mitigé au Printemps arabe), en mettant en avant les droits de l'homme et la consolidation démocratique, indique le rapport adopté à une large majorité par les membres de la commission des affaires étrangères.

« Nous pouvons et nous devons, d'une part, soutenir pleinement la transition dans les pays voisins et, d'autre part, jeter un regard nouveau sur nos politiques et sur nos instruments à la lumière des dynamiques nouvelles et des problématiques anciennes. Souvent, nous

Revue de Presse – Déclaration du C.A. Juin 2011

18

surestimons ce que nous pouvons réaliser à court terme, mais nous sous-estimons, dans un même temps, ce dont nous sommes capables à plus long terme », a déclaré la rapporteure Véronique De Keyser (S&D, BE).

Il s'agit d'un rapport de bonne facture et de bon aloi, mais avec une réserve : il prône un nouveau paradigme, or tout n'est que redites. Pour s'en convaincre il suffit de lire la longue liste des visas (« vu », « vu ») des déclarations et résolutions passées. Ce n'est certes pas inutile de les rappeler, mais c'est aussi faire sentir les limites de l'exercice en espérant que les temps seront à l'avenir plus favorables qu'ils ne l'avaient été au moment des « Conférences de Durban » ou du lancement du Conseil des droits de l'homme.

Deux points dominant : le soutien à la stratégie du Conseil européen et de la Commission. Il n'était pas garanti à l'avance, ni garanti pour le futur. Le débat en plénière nous apportera une confirmation ou marquera une forte inflexion. Un deuxième élément important. Ce qui importe ce n'est point le concept qui n'est pas nouveau et même ancien (Accord de Barcelone pour le moins) que le ton qui est utilisé et aussi le contexte nouveau, lui s'agissant de « soutenir les dynamiques sociales ». La démonstration a été faite des conséquences d'ignorer « ces dynamiques sociales » pourtant évidentes pour l'observateur le moins averti.

Le rapport recommande à l'Union européenne, dans le cas des partenariats les plus difficiles, de ne pas isoler ces pays mais de conduire les relations avec eux sur une base d'une conditionnalité pertinente et efficace qui serve de réelle incitation aux réformes démocratiques, et de s'assurer que les populations bénéficient réellement de la coopération ; donne son aval à l'approche « plus pour plus » énoncés dans la communication intitulée « Un partenariat pour la démocratie et une prospérité partagée avec le sud de la Méditerranée » ; estime qu'en contrepartie, l'Union ne devrait pas hésiter à redéployer des fonds prévus auparavant pour les pays dont les gouvernements ne tiennent pas leurs engagements en matière de gouvernance économique ». Fort bien ! Un point reste obscur : que veut dire « dans le cas des partenariats les plus difficiles » ? et pourquoi cette restriction ? Par ailleurs Véronique de Keyser aurait intérêt à lire l'article de Jacques Delors et Antonio Vitorino paru dans le Figaro du 14 juin, excellent article venant de deux personnes de qualité. (« L'Europe au défi du printemps arabe » <http://www.lefigaro.fr/mon-figaro/2011/06/13/10001-20110613ARTFIG00387-l-europe-au-defi-du-printemps-arabe.php> » « Attention, recommandent-ils, à ne pas imposer une conditionnalité trop stricte, qui retarderait ou diminuerait le soutien urgent dont ces pays ont besoin »).

Deuxième point : « Soutenir les dynamiques sociales » le rapport propose l'élaboration d'une politique plus ouverte et plus dynamique de soutien aux mouvements sociaux et à ceux favorisant la participation citoyenne, tels que les syndicats, mutuelles, associations de femmes, de jeunes, mouvements paysans et indigènes, ONG, réseaux sociaux, et aux individus vecteurs de réforme, tels que les défenseurs des droits de l'homme et les dirigeants émergents ; suggère de promouvoir leur mobilité par le biais de programmes spécifiques et en intégrant cette notion dans les programmes existants ; affirme le besoin d'une politique plus engagée en matière de droits sociaux, culturels et politiques, de promotion de la liberté des « anciens » et « nouveaux médias » et de leur protection, de réduction de la fracture numérique et de facilitation de l'accès à l'internet. » Il n'y a pas d'autres commentaires que de citer à nouveau Jacques Delors et Antonio Vitorino : « C'est aussi parce que des signaux d'ouverture seront adressés aux sociétés civiles qu'elles se sentiront confortées dans leur choix ».

Autres thèmes abordés dans le rapport : donner plus, recevoir plus, politique commerciale et droits de l'homme et clauses sociales et environnementales, les partis politiques et les parlements nouvellement élus, un Fonds européen pour la Démocratie, les missions électorales d'observation.

La transition vers la démocratie doit être soutenue par une Union européenne forte, qui prône plus d'aide et d'intégration, pour plus de démocratie. Cette condition doit notamment se traduire par « une formulation plus précise des clauses sur les droits de l'homme » dans les accords passés avec les pays tiers.

En outre, la politique commerciale commune de l'Union devrait, par conséquent, être parfaitement coordonnée avec les orientations générales. Elle doit contribuer au développement durable, à l'éradication de la pauvreté et la protection des droits de l'homme. À cette fin, des clauses juridiquement contraignantes liées aux aspects sociaux et environnementaux ainsi qu'au respect des droits de l'homme doivent être incluses dans tous les accords commerciaux.

Afin de renforcer la dimension politique des relations avec les pays partenaires, les députés soulignent la nécessité de soutenir les groupes qui œuvrent pour la démocratie, tels que les défenseurs des droits de l'homme, les médias indépendants, les partis politiques et les parlements nouvellement élus.

Dans cette optique, le rapport s'efforce de soutenir l'idée de la création d'un Fonds européen pour la démocratie semblable à celui des Etats-Unis. Les députés soulignent, à cet égard, que le futur fonds ne doit ni remplacer, ni chevaucher, les travaux de l'Instrument européen pour la démocratie et les droits de l'homme (IEDDH) ou d'autres outils démocratiques et instruments financiers externes déjà en place. Ce fonds doit avoir des objectifs différents, ainsi que ses propres modalités financières et de gestion. De plus, le partage des responsabilités doit être clair entre le Fonds et les autres instruments, et le Parlement européen doit pouvoir contrôler la mise en place du futur Fonds, ajoutent les députés.

Les missions d'observation électorale de l'UE constituent un autre instrument de démocratie qui doit être mieux exploité. Les députés demandent de suivre une approche très sélective pour le choix des pays dans lesquels sont envoyées les missions, fondée sur leur impact potentiel effectif pour la démocratisation à long terme des pays concernés.

La conclusion nous l'empruntons à nouveau à Jacques Delors et Antonio Vitorino : » Après la « chute du Mur », la politique d'élargissement a contribué à donner un contenu concret à l'introuvable « politique extérieure de l'UE », le « printemps arabe » doit aujourd'hui conduire à renforcer la « politique de voisinage », (...) L'UE doit développer la prospérité et l'Etat de droit dans l'ensemble de son voisinage ! En mobilisant plus de ressources que celles annoncées à très court terme, mais aussi au moment de la renégociation à venir de « son calendrier financier ». En optant pour la différenciation, l'UE doit enfin octroyer des avantages supplémentaires aux pays s'attaquant à leurs maux récurrents (népotisme, corruption, captation des rentes), être intransigeante avec ceux qui bafouent les droits fondamentaux, et s'efforcer de soutenir l'ensemble des sociétés civiles.

- *Document de travail de Véronique de Keyser (FR)*
http://www.europarl.europa.eu/meetdocs/2009_2014/documents/afet/dt/862/862078/862078fr.pdf
 (EN) http://www.europarl.europa.eu/meetdocs/2009_2014/documents/afet/dt/862/862078/862078en.pdf
- *Projet de rapport (FR)*
http://www.europarl.europa.eu/meetdocs/2009_2014/documents/afet/pr/857/857320/857320fr.pdf
 (EN) http://www.europarl.europa.eu/meetdocs/2009_2014/documents/afet/pr/857/857320/857320en.pdf
- *Amendements au projet de rapport (FR)*
http://www.europarl.europa.eu/meetdocs/2009_2014/documents/afet/am/866/866260/866260fr.pdf
 (EN) http://www.europarl.europa.eu/meetdocs/2009_2014/documents/afet/am/866/866260/866260en.pdf
- *Avis de la commission des droits de la femme et de l'égalité des genres (FR)*
http://www.europarl.europa.eu/meetdocs/2009_2014/documents/femm/ad/866/866183/866183fr.pdf
 (EN) http://www.europarl.europa.eu/meetdocs/2009_2014/documents/femm/ad/866/866183/866183en.pdf
- *Avis de la commission du développement (FR)*
http://www.europarl.europa.eu/meetdocs/2009_2014/documents/deve/ad/865/865676/865676fr.pdf
 (EN) http://www.europarl.europa.eu/meetdocs/2009_2014/documents/deve/ad/865/865676/865676en.pdf

, 16 juin 2011

Blog de partage et de diffusion de l'actualité politique

Déclaration du Conseil d'Administration de Notre Europe : "L'UE au défi du printemps arabe"



Par Patrice Cardot

L'UE au défi du printemps arabe : une vision pour nos voisins.

Déclaration de Jacques Delors, Antonio Vitorino et du Conseil d'Administration de Notre Europe.

Les révoltes en cours dans les pays arabes ont surpris l'Union européenne, sans qu'il soit clairement perceptible à ce stade qu'elle soit parvenue à se hisser à la hauteur des événements : c'est ce à quoi l'exhortent Jacques Delors, Antonio Vitorino et le Conseil d'administration de Notre Europe, en adressant un triple message :

- *Il faut d'abord considérer le « printemps arabe » comme une opportunité historique, et non comme un événement porteur de risques : l'UE doit se défaire d'une vision trop sécuritaire et construire de nouvelles relations avec des peuples qui se sont mobilisés autour des valeurs européennes de démocratie, d'ouverture et de liberté*
- *Il faut par ailleurs apporter un soutien urgent aux peuples et pays en mouvement pour consolider et encourager les avancées en cours : priorité à l'économie, avec un plan d'aide massif, mais aussi aux sociétés civiles, à qui il convient d'adresser des signaux d'ouverture, notamment en termes de visas*
- *Les événements en cours au Sud, mais aussi à l'Est, doivent enfin conduire à ancrer la « politique de voisinage », en cours de révision, comme l'un des piliers majeurs de l'introuvable « politique extérieure » de l'UE. Pas d'opposition Sud/Est donc, mais un appui renforcé et différencié selon le degré de modernisation politique des pays qui en bénéficient.*
Des pays comme la Tunisie ou l'Egypte peuvent jouer un rôle moteur dans le rapprochement de l'UE et de son voisinage : leur réussite est essentielle et fera figure de test pour l'ensemble des autres pays, mais aussi pour l'UE et ses responsables.

Voir le site de Notre Europe : <http://www.notre-europe.eu/fr/>



L'Europe au défi du printemps arabe

Le Figaro L'Europe au défi du printemps arabe Le Figaro TRIBUNE - L'ancien président de la Commission européenne, Jacques Delors , et le président du conseil d'administration du think-tank Notre Europe, António Vitorino, appellent les États membres à soutenir moralement et matériellement nos pays voisins qui ...

En savoir plus : Jacques Delors

Source : [Le Figaro](#)

Origine de l'actualité : presse

Actualité publiée à 18h56, le lundi 13 juin 2011

Revue de presse réalisée avec l'aide de Henri Hoefler, stagiaire.